



Service Environnement, Sous-Produits Animaux

ANGERS, le 20/09/2023

Cité Administrative - 49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OEUFS DE SOMLOIRE (SCEA) et CHUPIN Véronique

La Cour
49360 SOMLOIRE

Références : 2023_08_29 RapportInspection SCEA OEUFS DE SOMLOIRE

Code AIOT : 0054902187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2023 dans l'établissement OEUFS DE SOMLOIRE (SCEA) et CHUPIN Véronique implanté La Cour - 49360 SOMLOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OEUFS DE SOMLOIRE (SCEA) et CHUPIN Véronique
- La Cour - 49360 SOMLOIRE
- Code AIOT : 0054902187
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Élevage de poules pondeuses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Émissions résultant de l'ensemble du processus de production	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Enclos, volières et parcours de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Stockage des effluents en zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
16	Site de traitement spécialisé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
17	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
18	Déclaration de changement d'exploitant	Code de l'environnement du 27/12/2013, article R.512-68	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Capacité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 26/08/2016, article 1.2	/	Sans objet
4	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déclaration relative aux émissions polluantes n'est pas réalisée. L'entretien des abords de l'installation et l'élimination des déchets est insuffisant. Les capacités de stockage des eaux de lavages sont insuffisantes. La protection du réseau d'eau et l'enregistrement des consommations ne sont pas réalisés. Absence de trottoir sur un bâtiment poules plein air. Aménagement des parcours à compléter.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2016, article 1.2
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée: Nature et Effectif
Constats : L'installation a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation le 4/10/2019 pour une capacité de 92 000 emplacements de poules dans 3 bâtiments. Le dernier projet de 12 000 poules bio au nom de Véronique CHUPIN est réalisé ainsi que l'augmentation de capacité à 40 000 poules sur le site de La Cour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée: L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les plantations qui étaient prévues dans le dernier dossier déposé ne sont pas réalisées : sur les 4 hectares supplémentaires de parcours du bâtiment de La Cour. Pour le bâtiment poules bio Chupin Véronique, les 100 arbres à planter en agroforesterie ne sont pas plantés. Les abords de l'exploitation sur les sites La Cour, La Réinière et La Coussaie et les parcours ne sont pas entretenus de façon satisfaisante. Il a été constaté la présence de ronciers aux abords des bâtiments et notamment sur les 2 forages de l'exploitation. Des extractions de remblais sont présents sur le site de La Cour et La Réinière au niveau des parcours des poules plein air. Il a également été constaté l'accumulation de déchets bâches, ficelles, bidons et matériels inutiles à différents endroits de l'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée: Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1 ^{er} juin 2005 et avant le 1 ^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1 ^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
Constats : <u>site La Cour :</u> Les capacités des ouvrages de stockage des effluents liquides: 10 m ³ pour le bâtiment de 40 000 poules et de 5 m ³ pour le bâtiment de 12 000 poules ne sont pas suffisantes pour gérer les eaux de lavage lors des vides sanitaires ou d'un problème sanitaire sur l'exploitation nécessitant des lavages approfondis. Votre arrêté d'autorisation de 2019 prévoit une extension des capacités sur le bâtiment de 40 000 poules et la création d'une fosse de 50 m ³ sur le bâtiment de 12 000 poules. Les prescriptions qui ont été validées dans votre arrêté d'autorisation suite au dossier déposé ne sont pas respectées. <u>site La Reinière :</u> Les eaux de lavages sont collectées dans une poche de 80 m ³ , il a été constaté un débordement au dessus de cette poche. L'ouvrage ne dispose pas de clôture de sécurité. Ces éléments d'insuffisances des capacités de stockage et de débordement des effluents ont déjà été relevés lors des précédents contrôle de 2017 et 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée: Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Le contrôle des installations électriques est réalisé annuellement
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée: Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : Sur le site de La Coussaie, il a été constaté la présence de divers bidons d'hydrocarbures qui ne sont pas en rétention sous un hangar.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Émissions résultant de l'ensemble du processus de production

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Émissions résultant de l'ensemble du processus de production
Prescription contrôlée: Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 23 : Afin de réduire les émissions d'ammoniac du processus de production global de l'élevage de porcin (truies comprises) ou de l'élevage de volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en œuvre dans l'installation d'élevage.
Constats : La déclaration GERP des émissions polluantes n'est pas réalisée depuis plus de 2 ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Surveillance des émissions et des paramètres de procédé
Prescription contrôlée: Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 24. La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, l'azote total et le phosphore total excrétés dans les effluents d'élevage. a- Technique : Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux. Fréquence : Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux Applicabilité : Applicable d'une manière générale
Constats : La déclaration GERP n'est pas transmise annuellement; Les BRS (Bilan Réel Simplifié) ne sont pas réalisés sur les différents bâtiments et ne sont pas disponibles sur l'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Surveillance des émissions et des paramètres de procédé
Prescription contrôlée: Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 25. La MTD consiste à surveiller les émissions atmosphériques d'ammoniac par une des techniques suivantes, au moins à la fréquence indiquée : a- Technique : Estimation au moyen d'un bilan massique basé sur l'excrétion et sur l'azote (ou l'azote ammoniacal) total présent à chaque étape de la gestion des effluents d'élevage Fréquence : Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux Applicabilité : Applicable d'une manière générale
Constats : Absence de déclaration GERP depuis plus de deux ans ne permettant pas de vérifier le respect de cette MTD.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée: Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation. Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du Code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
Constats : Le site de La Cour dispose d'un forage et du réseau public. Le forage est utilisé pour l'habitation, les bovins et le lavage du bâtiment de 40 000 poules. Le bâtiment poules bio est uniquement approvisionné par le réseau public. Le bâtiment de 40 000 poules à La Réinière dispose uniquement du réseau. Pour le lavage du bâtiment l'eau est pompée dans la réserve incendie qui reçoit les eaux pluviales. Le site La Coussaie dispose uniquement de l'eau d'un forage pour l'habitation et l'abreuvement des bovins.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles
Prescription contrôlée: Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : Voir NEA MTD pour les émissions atmosphériques d'ammoniac par emplacement et par an correspondant au type de volaille élevé (tableaux 3.1 et 3.2)
Constats : Cette MTD sur le respect du niveau d'émission d'ammoniac par emplacement n'est pas respectée, les BRS et le module de calcul GEREP n'est pas disponible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée: Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.
Constats : Le forage à La Cour dispose d'un compteur, mais les relevés de consommation mensuel ne sont pas réalisés. Absence de disconnexion entre le réseau public et privé. Le forage de La Coussaie ne dispose pas de compteur, absence de relevé de consommation. Ces éléments ont déjà été relevés lors du dernier contrôle de 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée: Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du Code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.
Constats : Le contrôle de la protection des 2 forages est impossible, les abords sont envahis de ronciers. Des remarques ont été réalisées lors du précédent contrôle de 2019 sur le non-respect des prescriptions de l'arrêté du 11/09/2003 concernant la protection de la tête des forages.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Enclos, volières et parcours de volailles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée: Pour l'élevage de volailles en enclos, en volières et en parcours, toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. Lorsque la pente du sol est supérieure à 15 % un aménagement de rétention des écoulements potentiels de fientes, par exemple un talus, continu et perpendiculaire à la pente, est mis en place le long de la bordure aval du terrain concerné, sauf si la qualité et l'étendue du terrain herbeux est de nature à prévenir tout écoulement. Lorsque les volailles ont accès à un parcours en plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejetées sur les trottoirs sont raclées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections. Les parcours des volailles sont herbeux, arborés, ou cultivés, et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux. La rotation des terrains utilisés s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Un même terrain n'est pas occupé plus de vingt-quatre mois en continu. Les terrains sont remis en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée.
Constats : Le bâtiment de 12 000 poules bio ne dispose pas de trottoir bétonné à la sortie des trappes du jardin d'hiver. Cette prescription a été rappelée lors de l'instruction du dossier et la visite de 2019 dans le courrier qui vous a été transmis. Les parcs plein air des deux bâtiments de 40 000 poules ont fait l'objet de plantation en agroforesterie. Le dernier dossier déposé comportait deux projets : une demande d'augmentation de la capacité du bâtiment de 30 000 poules sur le site de La Cour suite à la reconstruction après incendie avec une augmentation à 40 000 poules. La création sur le site de La Cour d'un bâtiment de 12 000 poules plein air en agriculture biologique sous l'entité CHUPIN Véronique. L'extension de 4 hectares du parcours de 40 000 poules devait être plantée en agroforesteries et 100 arbres étaient à planter pour le bâtiment de 12 000 poules. Les engagements que vous avez pris dans le dossier déposé en 2019 sont validés dans votre arrêté d'autorisation en prescriptions, ils doivent être respectés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée: Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Des ouvrages supplémentaires de stockage des eaux de lavages sont à mettre en place. Un plan des réseaux est à réaliser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Stockage des effluents en zone vulnérable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée: En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R.211-81 du Code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
Constats : Les ouvrages de stockage des eaux de lavage ont une capacité insuffisante. Concernant le stockage au champ des fumiers de bovin, il a été constaté dans les mois précédents ce contrôle que vous entreposiez du fumier sur une parcelle à un même emplacement sur plusieurs années. Vous nous avez indiqué qu'il s'agissait d'un emplacement pour composter le fumier. Le compostage de fumier au champ répond aux mêmes obligations que le stockage au champ de fumier. Le compostage doit être réalisé sur la future parcelle d'épandage et l'emplacement de compostage ne doit pas être réutilisé avant 3 ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Site de traitement spécialisé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée: Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre I ^{er} du livre II, ou du titre I ^{er} du livre V du Code de l'environnement. Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de "l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées" le relevé des quantités livrées et la date de livraison.
Constats : Une partie des fientes est exportée vers une station de compostage. Les bordereaux d'exportations n'étaient pas disponibles lors du contrôle malgré notre demande en amont. L'équilibre de la fertilisation sur votre plan d'épandage est considéré comme non respecté en l'absence des justificatifs d'exportation. L'absence de ces documents peut entraîner un contrôle induit au titre de la Conditionnalité des aides PAC pour le domaine environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée: Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats : Il a été constaté l'absence d'élimination de nombreux déchets sur l'exploitation depuis un certain temps, ficelles bâche enrubannage, bidons divers. Au niveau du local eau du forage à La Cour, on note un amoncellement de bidons phyto. Les cadavres de poules sont stockées dans une caisse de camion frigorifique sur le site de La Cour. Présence de cadavres de poules sur le parcours et dans la fumière à La Réinière. Il a été constaté la présence d'œufs dans la fumière à La Réinière déposé sur les fientes. Cette pratique est interdite, les œufs déclassés sont à éliminer vers une filière de valorisation ou à l'équarrissage. Ce point vous a déjà été indiqué lors de précédents contrôles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Déclaration de changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/12/2013, article R.512-68
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée: Sauf dans le cas prévu à l'article R.516-1, lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. Ce modèle n'est pas utilisable lorsque le changement d'exploitant concerne une installation soumise au régime de la déclaration incluse dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.</p>
<p>Constats : Les installations de poules pondeuses conventionnelles ne sont plus exploitées par la GAEC PARTH'OEUF, mais par la SCEA OEUFs DE SOMLOIRE. La demande de changement d'exploitant n'est pas réalisée auprès du Bureau des procédures environnementales et foncières de la Préfecture de Maine et Loire. Vous voudrez bien transmettre un courrier auprès de la Préfecture afin de procéder au transfert de l'arrêté d'autorisation à la nouvelle entité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois